



## **Politique Sociale Genrée et Transformatrice en Afrique Post-COVID-19 (GETSPA)**

### **APPEL À PROPOSITIONS POUR DES DOCUMENTS DE RÉFLEXION**

**L'Institut d'Études Africaines (IAS) de l'Université du Ghana**, avec le soutien financier de **l'Open Society Foundation**, lance un appel à propositions pour des documents de réflexion pour étudier le potentiel et les défis d'une politique sociale transformatrice en Afrique.

#### *Contexte*

À l'heure actuelle, la recherche d'approches transformatrices en matière de politique sociale est entravée par les fondements néolibéraux des approches traditionnelles et les cultures patriarcales des institutions politiques, deux problèmes qui se traduisent par un manque d'attention politique aux inégalités liées au genre, à la génération, au lieu de résidence et au handicap, entre autres. Les politiques sociales sont invariablement réduites à la protection sociale et sont mises en œuvre par le truchement de mesures ciblées plutôt qu'universelles. En outre, l'interaction entre les politiques sociales et économiques est mal reconnue, l'élaboration des politiques économiques étant privilégiée et la politique sociale étant considérée comme un moyen d'absorber les laissés-pour-compte dans la quête de la croissance économique. Enfin, il y a une pénurie d'universitaires en politique sociale en Afrique, ce qui conduit à privilégier les connaissances occidentales comme base de la praxis en matière de politique sociale. Les universitaires africains manquent également d'opportunités et de ressources pour entreprendre des recherches sur la politique sociale dans d'autres contextes du Sud et sont donc incapables de tirer des leçons qui enrichiraient la politique sociale en Afrique. Le projet GETSPA s'est engagé à contribuer à lever ces obstacles à la transformation des politiques sociales en Afrique.

Comme étape initiale de ce programme de transformation des politiques sociales, le projet GETSPA a entrepris des recherches depuis novembre 2020 dans trente et un pays en Afrique, afin de cartographier le paysage et l'évolution des approches en matière de politiques sociales depuis la période coloniale. Ces études de pays ont permis de constater que l'importance accordée aux politiques sociales pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique a varié au fil des ans. Au cours de la période coloniale, la politique sociale a été poursuivie dans le cadre d'un programme d'appropriation des ressources qui a entraîné la création et/ou l'exacerbation des inégalités et des dualités structurelles. Le début de la période d'indépendance semble avoir été la période où la politique sociale a fait l'objet de la plus grande attention, lorsque les États développementistes ont mis en place des politiques de grande envergure pour relever simultanément les défis de la construction de la nation, de la citoyenneté sociale et économique, et de la croissance économique. La dévaluation de la politique sociale a commencé avec la période des réformes économiques prescrites par la Banque mondiale et le

Fonds monétaire international (FMI) dans les années 1980, lorsque les prestations publiques de l'État ont été réduites et que la logique du marché a été mise en avant. Si la politique sociale a fait un certain retour dans les discours mondiaux, elle a été réduite à une question de protection sociale qui se concentre étroitement sur des interventions correctives pour les « vulnérables ». Ces interventions ne suffisent pas à répondre aux questions importantes liées à la montée des inégalités, notamment l'inégalité liée au genre (liée à la segmentation du travail en fonction du sexe, à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et à l'écart de patrimoine entre les hommes et les femmes). La période de la pandémie a mis en évidence les limites de la version réductrice de la politique sociale pour faire face aux crises de pauvreté, aux vulnérabilités et aux inégalités qui se sont aggravées pendant la pandémie, et encore moins à l'objectif du bien-être humain dans son sens le plus positif et le plus large. Cette prise de conscience offre l'opportunité de repenser l'élaboration de la politique sociale, signalant un point d'entrée pour le programme de politique sociale transformatrice de GETSPA.

C'est dans ce contexte que cet appel est lancé pour des documents de réflexion axés sur des initiatives prometteuses qui peuvent conduire à la réalisation d'un programme de politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre pour le développement de l'Afrique.

### ***Approche***

Le projet prend comme point de départ la définition étendue de la politique sociale de Mkandawire selon laquelle

« les interventions collectives ayant une incidence directe sur le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales... concernés par les effets redistributifs de la politique économique, la protection des personnes contre les aléas du marché et les conditions changeantes telles que l'âge, le renforcement du potentiel productif des membres de la société, et la conciliation du fardeau de la reproduction avec celui d'autres tâches sociales. Les sociétés prospères ont confié toutes ces tâches aux politiques sociales, bien que la pondération des tâches ait varié d'un pays à l'autre et au sein de chaque pays, d'une période à l'autre ».<sup>1</sup>

La politique sociale concerne donc le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales et a une valeur à la fois instrumentale et intrinsèque ou normative. Cette approche de la politique sociale fournit un cadre pour évaluer la politique sociale en Afrique.

En outre, le projet considère l'égalité des sexes et la transformation des hiérarchies des sexes comme une préoccupation primordiale. Il s'agit de remédier au manque d'intérêt pour la nature sexospécifique des régimes de politique sociale et les inégalités de genre dans le développement social dans l'ensemble des régimes de politique sociale. Bien qu'il existe de plus en plus d'instruments de politique sociale qui ciblent les femmes et dont elles tirent des avantages sociaux, ceux-ci ne remettent pas nécessairement en question les hiérarchies entre les sexes et peuvent les renforcer activement. La négligence des questions de genre dans la

---

<sup>1</sup>Mkandawire, T. (2011). Welfare regimes and economic development: Bridging the conceptual gap. In V. Fitzgerald, J. Heyer, and R. Thorp (Eds.), *Overcoming the Persistence of Poverty and Inequality*, Palgrave, pp. 149-171; See also Adesina, Jimi O. (2011), Beyond the social protection paradigm: social policy in Africa's development. *Canadian Journal of Development Studies*, 32(4), 454-470.

politique sociale se manifeste par des hypothèses non examinées sur la famille et le ménage, et par le manque d'attention à la segmentation de l'emploi selon le sexe et aux normes problématiques de genre qui sous-tendent le travail rémunéré et non rémunéré et la reproduction sociale. Le fait de combler ces lacunes dans l'élaboration des politiques et la littérature sur les politiques soulève des questions cruciales pour le développement économique et social dans le débat sur la politique sociale.

L'objectif primordial de ce projet est la transformation des discours, des approches et des cultures de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques sociales afin d'établir des approches de politique sociale genrée et transformatrice en Afrique.

## **LES DOCUMENTS DE RÉFLEXION**

Les documents de réflexion doivent compléter ou s'appuyer sur les études nationales et régionales déjà réalisées pour fournir des pistes pour des politiques sociales transformatrices en analysant des interventions ou des solutions prometteuses pour une politique sociale transformatrice en Afrique.

Le projet prévoit 9 questions. Vous trouverez ci-dessous une liste **non exhaustive** des questions à étudier :

- A. Interfaces et synergies de la politiques sociale et économique**
- B. Politique sociale équitable en matière de genre**
- C. Fondements politiques et démocratiques de la politique sociale et de la citoyenneté**
- D. Systèmes et pratiques informels de politique sociale**
- E. La crise de la dette, l'austérité et les implications pour la politique sociale**
- F. L'influence des ODD sur les politiques sociales en Afrique.**
- G. Politiques sociales et la ZLECAf**
- H. Financement de la politique sociale en Afrique**
- I. Dimensions négligées de la politique sociale**

Les thèmes des documents de réflexion n'étant pas exhaustifs, les participants à l'appel ont la possibilité de proposer des questions importantes qui ne figurent pas dans la liste des thèmes, s'ils les jugent essentielles pour repenser la politique sociale. Vous êtes également encouragés à mettre en évidence des aspects pertinents mais discrets d'une politique sociale transformatrice.

Vous trouverez ci-dessous de brèves discussions sur les orientations possibles des documents dans le cadre des thèmes proposés.

### **A. Les interfaces et les synergies de la politique sociale et économique**

À ses débuts, le concept d'économie était compris comme une « économie politique », le lieu des luttes sociales pour l'équité distributive des bénéfices de la valeur créée collectivement. En fait, l'économique et le social étaient les deux faces d'une même pièce. En revanche, depuis la fin du XVIIIe siècle, la discipline économique est dominée par le postulat normatif selon lequel les actions recommandées purement par l'intérêt personnel et médiatisées par la « main

invisible » du marché produisent en fin de compte le bien-être commun de la manière la plus efficace. Dans cette conception, le bien-être social est un sous-produit de marchés efficaces plutôt que le fondement normatif de l'économie. On prétend que des marchés illimités, le libre-échange, une implication limitée des pouvoirs publics dans l'offre et la réglementation des biens et des services conduiront en fin de compte à une augmentation de la richesse et du bien-être. Entre autres, cette orthodoxie libérale ne tient pas compte de la valeur économique créée par les soins du ménage et de la communauté, qui sont principalement assurés par les femmes. Cette exclusion n'annule pas seulement les affirmations d'efficacité du marché en tant qu'instrument d'allocation, mais rend également les conséquences en termes de bien-être intrinsèquement inéquitables du point de vue du genre. En outre, la conception de la main invisible contredit les approches hétérodoxes qui considèrent les marchés comme des institutions politiques et sociales ayant des tendances très inégalitaires qui requièrent l'attention des décideurs politiques. Elle rend également difficile la prise en compte complète du rôle et des limites des différents arrangements institutionnels (impliquant les États, les marchés et les « communautés ») pour la gestion des questions économiques et sociales.

Ce document de réflexion examinera comment l'évolution de la pensée et des pratiques économiques a affecté les politiques sociales, en accordant une attention particulière à la manière dont l'orthodoxie économique actuelle sape les politiques sociales genrées et transformatrices et équitables en matière de genre. Le document explorera les paradigmes et politiques économiques alternatifs qui sont cohérents avec les valeurs d'équité et de justice sociale et discutera également de la manière dont les politiques économiques progressives produisent à leur tour des résultats sociaux transformateurs.

Le document de réflexion pourrait aborder les thèmes suivants :

- L'évolution de la pensée économique et ses implications pour une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.
- L'impact des principaux piliers de l'orthodoxie économique actuelle sur les politiques sociales et la manière dont des politiques économiques alternatives pourraient orienter les politiques sociales dans des directions recommandées.
- Les implications des conceptions alternatives des marchés et leurs implications pour les rôles de la politique économique et sociale.
- Au regard des difficultés économiques actuelles et des restructurations qui en découlent sur le continent, comment des politiques sociales transformatrices pourraient-elles fournir une solution pour un développement économique durable.

## **B. Politique sociale équitable en matière de genre**

Les régimes de politique sociale en Afrique, quelle que soit leur orientation, n'ont pas donné la priorité aux questions d'inégalité en matière de genre et de reproduction sociale. Depuis les années 1970, des générations de politiques Femmes dans le développement (WID)/Genre et développement (GAD) et d'intégration du genre, conçues pour soutenir les activités productives des femmes, réduire la pauvreté des femmes et promouvoir leur autonomisation, ont été mises en œuvre parallèlement à des politiques économiques et sociales générales dont les résultats ont été soit aveugles aux questions de genre, soit discriminatoires en termes de genre. La logique productiviste des programmes de WID/GAD et d'intégration de la dimension

de genre a exigé des bénéficiaires qu'ils acceptent un travail supplémentaire, un travail de groupe et un contrôle institutionnel intrusif. L'hypothèse générale de ces programmes est que l'égalité des sexes serait le résultat inévitable de ces interventions. La réticence à s'attaquer directement à certaines inégalités de genre a été recommandée au nom de la non-ingérence dans les pratiques culturelles africaines.

Dans le contexte actuel de la politique sociale néolibérale, les instruments de protection sociale couramment utilisés, tels que les transferts d'argent, les exemptions de frais pour les femmes enceintes et les programmes de crédit, ne sont pas différents à cet égard. Bien que ces instruments aient contribué au bien-être des femmes et qu'ils soient acceptés par les femmes confrontées à des défis existentiels, ils sont mis en œuvre par des institutions qui souscrivent aux modèles eurocentriques et patriarcaux de l'homme soutien de famille et de la femme au foyer. Cette situation, associée à la dépendance croissante à l'égard des mécanismes du marché pour traiter les questions sociales qui relevaient auparavant de la compétence de l'État, a compromis les résultats potentiels de la politique sociale en matière d'égalité de genre.

D'une manière générale, les politiques sociales n'ont pas abordé les déséquilibres persistants entre les sexes dans la responsabilité des soins et du travail domestique, les faibles investissements dans l'amélioration des services, des infrastructures et des technologies pour les soins et le travail domestique, et le manque d'efforts pour promouvoir une division plus équitable des soins et du travail domestique entre les hommes et les femmes et pour socialiser la prise en charge. En outre, les programmes de protection sociale exigent des femmes qu'elles compromettent les principes d'égalité et d'équité entre les sexes et qu'elles assument les attentes normatives de piété filiale, maternelle et conjugale et de dur labeur pour pouvoir bénéficier d'une aide.

Malgré les taux relativement élevés de participation des femmes à la population active dans de nombreux pays africains, la majorité des femmes qui travaillent ne sont pas employées dans le secteur formel. Comme les programmes d'assurance sociale tendent à dépendre de la participation au marché du travail formel, la majorité des hommes et des femmes qui travaillent n'ont pas accès aux dispositions en matière de protection sociale. Les femmes sont également affectées par la segmentation du travail en fonction du sexe, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et l'écart de patrimoine entre les hommes et les femmes, qui sont tous des domaines de préoccupation légitimes pour la politique sociale, tout comme la question de la violence basée sur le genre, physique et psychologique.

Les principales institutions de politique sociale au sein de l'État adoptent une approche paternaliste des inégalités de genre ou font partie intégrante du problème. Les règles régissant le mariage, la propriété foncière, l'héritage et les relations de travail sont quelques-uns des moyens par lesquels les inégalités de genre sont transmises. Au-delà de l'État, les mécanismes et les acteurs informels de la protection sociale - la famille et la communauté, en particulier - jouent un rôle essentiel dans la politique sociale en Afrique. La famille est un important pourvoyeur de soins (garde d'enfants, soins aux personnes âgées et soins de santé) et soutient les chômeurs. Les exploitations agricoles et les entreprises familiales fournissent les ressources financières nécessaires à la fourniture d'une protection sociale informelle et, lorsque les ménages doivent s'adapter à des chocs négatifs, les travaux ménagers des femmes sont généralement l'amortisseur qui minimise l'impact sur le ménage en compensant les réductions

de la consommation de services rémunérés par une augmentation de la production au sein du ménage.<sup>2</sup>

Malgré ce tableau général, certaines interventions de politique sociale ont directement ou indirectement favorisé la transformation des relations entre les sexes dans divers pays, secteurs et en relation avec des groupes de femmes particuliers. Une évaluation critique de ces interventions et de leurs résultats serait inestimable pour identifier ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans la mise en place d'une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.

Cet appel concerne un document de réflexion sur la politique sociale équitable en matière de genre, qui peut porter sur les domaines suivants :

- Quel est l'état de la politique sociale du point de vue de l'égalité des sexes et quels sont les domaines de préoccupation les plus critiques ?
- Comment les régimes de politique sociale peuvent-ils être caractérisés en fonction de leur approche des inégalités de genre et des droits des femmes ?
- Quels sites institutionnels clés nécessitent une attention particulière dans la réforme des institutions de politique sociale afin de les rendre plus réceptives et capables de promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes ?
- Comment la politique sociale formelle et l'aide sociale informelle en Afrique peuvent-elles être complémentaires et synergiques, tout en réduisant le poids de l'aide sociale sur la famille, en particulier sur les femmes ?
- Dans quelle mesure le débat sur la démarchandisation (ou la décommodification) et la défamilialisation peut-il éclairer la conception de la politique sociale en Afrique et quelles sont les implications pour les femmes ?
- Alors que les gouvernements s'efforcent d'assainir les finances publiques dans le contexte d'une crise de la dette persistante, quelles sont les implications pour une politique sociale sexospécifique ?
- Quels seraient les paramètres d'un cadre de politique sociale pour l'Afrique qui prendrait explicitement en compte les implications de genre, en particulier les dimensions de genre du travail de soins non rémunéré ?

### **C. La politique et les fondements démocratiques de la politique sociale**

Dans les années 1980, les pays de la région ont dû mettre en œuvre des politiques économiques néolibérales qui négligeaient les politiques sociales. Par conséquent, les politiques sociales introduites au début de l'ère postcoloniale, principalement pour promouvoir l'inclusion et renforcer les capacités productives des citoyens, ont été démantelées par la privatisation et d'autres mécanismes qui devaient désigner le recul de l'État et l'individualisation des risques sociaux et économiques. Les années 1990 ont vu la transition de régimes politiques militaires

---

<sup>2</sup> Hassim, S. and Razavi, S. (2006). *Gender and social policy in a global context: Uncovering the gendered structure of 'the social'*. S. Razavi and S. Hassim, (Eds.) *Gender and social policy in a global context: Uncovering the gendered structure of 'the social'*, Palgrave Macmillan, pp. 1-39.

et autres régimes autoritaires en Afrique vers des démocraties fondées sur des élections partisanes compétitives. Depuis le retour de la démocratie, les politiques sociales sont devenues des questions majeures dans les campagnes et les débats politiques, en particulier dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'aide à l'enfance, de l'aide au revenu des personnes âgées, des conditions du marché du travail, du logement, de l'accès à l'eau potable, de l'égalité entre les sexes et de la protection sociale. Cela n'est pas surprenant étant donné le rôle fondamental de la politique sociale dans la promotion du bien-être humain par la redistribution, la production, la reproduction, la protection et la cohésion sociale. Ces rôles de la politique sociale renforcent l'argument selon lequel la dichotomie entre les politiques sociales et économiques est artificielle, et que le social et l'économique sont symbiotiques et inséparables.

Dans le contexte des démocraties en Afrique, les discours sur la politique sociale se déroulent à une interface politique occupée par des acteurs nationaux et transnationaux. Cela soulève des questions sur les constellations d'acteurs et les intérêts, le rôle médiateur des institutions, le pouvoir et les positionnements, la conception et la mise en œuvre des politiques, ainsi que les capacités en matière de ressources. Ce document devrait fournir une analyse conceptuelle et théorique de la politique sociale dans les politiques démocratiques contemporaines en Afrique. Il s'appuiera sur des exemples et des illustrations provenant de pays de la région pour proposer un programme de transformation de la politique sociale dans des contextes démocratiques. Le document de travail pourrait aborder les thèmes suivants :

- Politique sociale et politique démocratique en Afrique
- La politique de la politique sociale (intérêts, définition de l'agenda, positionnement; débats)
- Perspectives normatives et de droits de l'homme pour une politique sociale transformatrice
- Institutions de gouvernance mondiale et politique sociale

#### **D. Systèmes et pratiques informels de politique sociale en Afrique**

L'étude de la politique sociale a été dominée par l'analyse des dispositions institutionnelles formelles. Pourtant, en Afrique, les institutions informelles occupent une place importante, complétant et concurrençant les institutions formelles. Les systèmes et pratiques politiques informels se manifestent par des actions individuelles ou collectives qui démontrent la pertinence et la résilience de normes éprouvées par le temps, fondées sur la mutualité, les attentes partagées, les pratiques répétées et la réciprocité. La coexistence de systèmes et de pratiques formels et informels n'est pas surprenante en raison des origines coloniales de l'État africain moderne, qui est divisé en termes de règles définissant les comportements appropriés. Par conséquent, l'État en Afrique n'est ni l'État moderne typique tel qu'on le voit en Europe et dans d'autres parties du monde, ni véritablement autochtone comme il l'était avant la colonisation.

Les tentatives initiales des premiers nationalistes postcoloniaux de formaliser les espaces informels par la création de services sociaux financés par l'État ont été freinées d'une manière qui a annulé les premiers efforts de construction de la nation, ce qui a eu pour effet de maintenir

la dépendance à l'égard des institutions informelles. Plus précisément, comme les programmes formels de politique sociale ont une portée limitée en Afrique, une partie importante de la population est obligée de recourir à des mécanismes informels pour survivre et se soutenir. Malgré leur importance, les analyses systématiques des formes, de la structure, des principes, de la conception et de la dynamique opérationnelle des systèmes et pratiques de politique sociale informelle en Afrique font défaut.

La connaissance des arrangements informels de politique sociale sur lesquels les populations s'appuient pour la protection, la production, la reproduction, les soins, la redistribution et la solidarité communautaire peut fournir des idées créatives et novatrices sur la manière d'élaborer des politiques sociales transformatrices dans l'ère post-Covid 19 pour l'Afrique. GETSPA cherche à comprendre les mécanismes que les peuples africains ont élaborés pour promouvoir le bien-être humain et se protéger face à la négligence de l'État et aux contraintes d'une politique sociale formelle limitée.

GETSPA accepte les propositions pour un document de recherche solide qui prend en compte, entre autres, les éléments suivants :

- une analyse des formes spécifiques d'institutions informelles qui façonnent l'offre sociale dans les pays africains ;
- une discussion analytique de l'inventaire des risques sociaux typiques que les politiques sociales informelles sont déployées pour atténuer ;
- une évaluation critique de la nature, de la conception et de la portée des arrangements informels de politique sociale en Afrique ;
- les enseignements à tirer de la politique sociale informelle pour concevoir des politiques sociales transformatrices en Afrique.

### **E. La crise de la dette mondiale, l'austérité et les implications pour la politique sociale**

Trois décennies après une crise de la dette et une campagne mondiale visant à annuler les dettes des pays pauvres très endettés, il y a une crise mondiale de la dette et, une fois de plus, les dettes de l'Afrique menacent les acquis du continent en matière de développement au cours des trente dernières années. En 2020, le ratio moyen dette/PIB en Afrique était estimé à 71,4 %. Plusieurs pays surendettés sont en défaut de paiement de leur dette ou sont sur le point d'y être.<sup>3</sup> Une combinaison de facteurs a donné lieu à une tempête parfaite, notamment la dépendance de l'Afrique à l'égard des matières premières d'exportation avec ses crises cycliques de corruption et d'effondrement des prix, les effets délétères de la pandémie de COVID-19 sur les économies et les niveaux élevés d'emprunts publics pour financer la réponse au COVID-19, les effets de la guerre en Ukraine et la fuite des capitaux en réponse à la hausse des taux d'intérêt dans les pays du Nord. La corruption et le manque de responsabilité dans l'utilisation de l'argent emprunté sont des facteurs qui contribuent à cette combinaison.<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Banque africaine de développement (2021). *Perspectives économiques en Afrique 2021*. <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2021>

<sup>4</sup> Bradlow, D. and Masamba, M. (2022). Debt distress in Africa: biggest problems, and ways forward. *The Conversation*, <https://theconversation.com/debt-distress-in-africa-biggest-problems-and-ways-forward-182716>

La crise de la dette s'est accompagnée d'une dévaluation brutale des monnaies dans de nombreux pays africains tels que l'Afrique du Sud et le Ghana, d'une hausse des taux d'intérêt, de taux d'inflation élevés (en particulier des prix des denrées alimentaires, ce qui comporte des risques de dommages intergénérationnels) et d'une augmentation rapide des coûts d'autres biens et services essentiels tels que l'énergie, l'éducation, la santé et les transports.

Cette fois-ci, la crise de la dette se distingue par le fait que l'augmentation de la dette publique s'est accompagnée d'une hausse de ses coûts, en partie à cause de la proportion plus élevée de prêteurs privés impliqués.<sup>5</sup> Autre élément clé à cet égard, le défaut de paiement de la dette intérieure est devenu un sujet de préoccupation en raison de ses implications pour l'ensemble de l'économie, et pour les entités exposées telles que les fonds de pension et les détenteurs d'obligations individuels, dont beaucoup sont des retraités. Certaines des institutions et des personnes touchées sont des acteurs non étatiques clés de l'aide sociale et de la protection sociale, ce qui entraîne des répercussions sur les conditions sociales de nombreux citoyens qui dépendent d'eux, à un moment où les politiques d'austérité impliquent une réduction des dépenses de l'État dans les secteurs sociaux. Cette situation constitue une crise de la politique sociale qui a des répercussions sur la cohésion nationale.

Les gouvernements africains sont engagés dans des mesures à court terme telles que la restructuration de la dette, la fiscalité régressive et excessive, la réduction des taux d'intérêt sur les obligations d'État et le recours aux plans de sauvetage du FMI et aux mesures d'austérité. Cette situation a des conséquences sur le bien-être de larges segments de la population active en Afrique et risque de réduire à néant les progrès réalisés en matière de développement social.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, la question de l'endettement des ménages et des particuliers, de ses facteurs et de sa relation avec la crise de la dette publique est une question émergente. La relation entre la dette publique, d'une part, et la dette des ménages et des particuliers, d'autre part, a plusieurs ramifications pour le bien-être social. Avec le retour aux mesures d'austérité pour soutenir les remboursements de la dette, les ménages et les particuliers doivent payer pour des services essentiels qui auraient dû être accessibles au public. Cela accroît l'endettement des ménages pauvres qui doivent se tourner vers l'emprunt pour payer ces services.<sup>6</sup> Un rapport de l'expert indépendant du Conseil des droits de l'homme sur la dette extérieure a attiré l'attention sur les conséquences négatives pour les droits de l'homme des dettes liées au microcrédit, à la santé, à l'éducation et au logement, des pratiques de recouvrement brutales telles que la criminalisation des débiteurs, des dettes liées aux consommateurs et à la migration et de la servitude pour dettes.<sup>7</sup>

---

Harcourt S. and Robertson, F. (2024). *African Debt*, ONE <https://data.one.org/topics/african-debt/#:~:text=Africa%E2%80%99s%20debt%20is%20at%20its%20highest%20level%20in,bankrupt%20or%20at%20high%20risk%20of%20debt%20distress>

<sup>5</sup> Adesina, A. (2023). Evolution of the debt landscape over the past 10 years in Africa. *Keynote Speech Delivered at the Paris Club on June 20, 2023*. <https://www.africa.com/evolution-of-debt-landscape-over-the-past-10-years-in-africa/#:~:text=The%20total%20external%20debt%20of%20Africa%20was%20estimated,expected%20to%20rise%20to%20%241.13%20trillion%20by%202023>

<sup>6</sup> Balasubramanian, P. (2021) Debt in everyday life: A critique on the increasing role of finance in social policy. *The Current Column*, German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE).

<sup>7</sup> Conférence générale des Nations unies (2020). *Dettes privées et droits de l'homme*. Rapport de l'expert indépendant sur les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels. A/HRC/43/45.

Une deuxième ramification du lien entre la dette publique et la dette privée est l'approfondissement de la financiarisation<sup>8</sup> de la politique sociale, qui se manifeste par l'expansion des programmes visant à renforcer l'inclusion financière et l'accent mis sur des instruments tels que la microfinance et les transferts de revenus. Ces instruments, bien que recommandés pour réduire la pauvreté, stimulent également la consommation, bancarisent deux milliards d'adultes sans compte bancaire dans le monde et intègrent les pauvres dans les marchés. Il s'agit d'un nouveau recul de l'universalisme et de la décommodification, puisque les individus sont désormais tenus d'acheter des biens publics. Dans le même ordre d'idées, l'introduction de diverses formes de paiement et de technologies financières a permis d'étendre le crédit cosigné, où le revenu devient un nantissement, des fonctionnaires salariés officiels aux bénéficiaires de transferts sociaux en espèces, les tranches de remboursement étant déduites automatiquement de leurs transferts. Certains craignent que la financiarisation de la politique sociale ne crée un lien entre dette et pauvreté pour les particuliers et les ménages.<sup>9</sup>

Il est donc important de faire en sorte que ces questions relatives aux dettes publiques et privées et leurs interconnexions fassent partie des débats politiques sur la crise de la dette et la voie à suivre. En bref, comment intégrer ces questions prioritaires (telles que la protection des dépenses sociales et les investissements dans la transformation structurelle à long terme) dans la définition et la compréhension de la viabilité de la dette ?

Certains des thèmes qui seront abordés dans le document sont les suivants :

- Implications de la crise de la dette sur les secteurs économiques et sociaux, la population/les segments sociaux et les institutions.
- Nouvelles approches des crises de la dette et leurs implications pour la politique sociale
- Accords nationaux avec le FMI et nature des dispositions en matière de politique sociale
- Dette privée et dette dans la vie quotidienne - manifestations, effets et implications ; solutions transformatrices
- Vers des approches de la dette qui soutiennent une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.

## **F. L'influence des ODD sur la politique sociale en Afrique**

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés par les dirigeants mondiaux en septembre 2015 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) avec le soutien d'autres institutions multilatérales. Les ODD ont été conçues pour relever les défis associés à trois domaines de croissance : la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Les ODD visent à éliminer ou à réduire la pauvreté au sein de la famille humaine, à mettre fin à la faim en préservant la sécurité alimentaire, à améliorer la qualité de la vie humaine et les moyens de subsistance par une meilleure hiérarchisation des

---

<sup>8</sup> La financiarisation a été définie comme le rôle croissant des marchés financiers, des acteurs et des institutions, et le fait que les profits sont de plus en plus réalisés par le biais de canaux financiers (voir Balasubranian, 2021 pour une brève et utile discussion sur la financiarisation de la politique sociale).

<sup>9</sup> Balasubranian, 2021, op. cit.

investissements dans les soins de santé, à assurer l'autonomisation des femmes et à promouvoir l'égalité, à améliorer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, à se concentrer sur la mise en place d'un environnement propice au travail décent et aux possibilités d'emploi et à s'attaquer énergiquement aux causes sous-jacentes du changement climatique, entre autres. Les ODD sont devenus les indicateurs clés de performance (KPI) pour mesurer les progrès dans les pays, en particulier en Afrique et dans le monde en développement. En Afrique, un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur les ODD a relevé que les progrès ont été lents. Par exemple, bien qu'il y ait eu des progrès en matière de scolarisation, le rapport note qu'environ 288 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas, et que cette situation est la plus fréquente dans les pays du continent en proie à des conflits. Le rapport prévient également qu'environ 350 millions d'Africains seront touchés par la pauvreté absolue d'ici à 2050, à moins que des progrès plus importants ne soient réalisés en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que les objectifs restent un plan directeur utile pour guider les décideurs sur leurs priorités politiques, on s'inquiète du fait que la plupart des pays du continent souffrent de problèmes de développement - notamment le chômage, l'insécurité, les insurrections, les bouleversements politiques, l'explosion des dettes, la mauvaise gestion des financements - qui n'ont pas été spécifiquement analysés et pris en compte dans le cadre général des ODD. Ainsi, bien que dans leur cadre général, les ODD relèvent directement des préoccupations de la politique sociale, l'histoire des approches politiques interventionnistes en Afrique nous enseigne que lorsque le contexte n'est pas correctement pris en compte dans la définition des problèmes et la conception des solutions, les chances de succès sont minimes. En outre, les défis posés au bien-être humain dans la plupart des pays africains exigent de multiples innovations, une réflexion politique intelligente et des conceptions créatives aux niveaux conceptuel, institutionnel, social et technologique.

Le document de réflexion peut examiner ces questions et d'autres :

- Dans quelle mesure y a-t-il eu adéquation entre les ODD et les réalités locales dans les pays africains en ce qui concerne la politique sociale, et quelle a été l'influence des ODD sur les politiques sociales dans la région ?
- De quelle manière les ODD peuvent-ils soutenir ou servir d'inspiration pour promouvoir et désigner des politiques sociales créatives dotées de capacités de résolution de problèmes à multiples facettes, sans compromettre les promesses de croissance économique en Afrique ?
- Comment et dans quelle mesure les ODD abordent-ils, ou sont-ils capables d'aborder, les questions d'inégalité entre les sexes de manière à déloger les normes profondément ancrées et les pratiques tenues pour acquises qui entravent les efforts de promotion de l'égalité entre les sexes ?

### **G. La politique sociale et l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**

Dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les pays du continent sont censés assurer un « développement inclusif et durable » en tant que « manifestation concrète de l'élan panafricain pour l'unité, l'autodétermination, la liberté, le progrès et la prospérité collective

poursuivi dans le cadre du panafricanisme et de la renaissance africaine ». <sup>10</sup> Cette ambition a donné lieu à la formation du plus grand bloc commercial régional de l'histoire de l'humanité, baptisé Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Entrée en vigueur le 30 mai 2019 et entrée en vigueur officielle le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la ZLECAf vise à éliminer les barrières et à promouvoir le commerce intra-africain en mettant un accent particulier sur les initiatives visant à ajouter de la valeur et à renforcer les activités commerciales dans divers secteurs. Dans l'ensemble, il est prévu que la ZLECAf tire parti de la population africaine de plus de 1,3 milliard d'habitants et d'un PIB combiné estimé à 3,4 billions de dollars américains pour créer un marché unique à l'échelle du continent, étape majeure vers l'émergence de « l'Afrique que nous voulons ».

Bien que la ZLECAf soit une initiative louable, des questions subsistent quant à la mesure dans laquelle elle donne la priorité au bien-être individuel et collectif des Africains dans son cadre. Après tout, ce sont les êtres humains qui font tourner l'axe du commerce pour promouvoir la création d'emplois par le biais de la croissance économique. Ainsi, il va de soi que plus la qualité et les capacités des Africains en tant que citoyens, clients, entrepreneurs, employeurs, employés, commerçants et travailleurs sociaux, entre autres, sont élevées, plus les chances d'atteindre les nobles objectifs de l'Agenda 2063 et de la ZLECAf sont élevées. L'une des principales conditions de la ZLECAf serait une infrastructure sociale bien conçue avec des conceptions intégrationnistes pour servir à la fois les objectifs économiques et sociaux.

Comme l'ont montré les expériences des économies développées, la fonction consistant à créer des êtres humains dotés des capacités et des aptitudes requises pour servir de promoteurs du commerce relève de la politique sociale. D'une manière générale, la politique sociale promeut le bien-être humain comme une fin en soi, mais aussi comme un moyen de faire en sorte que la société dispose des meilleures ressources humaines dotées de capacités créatives, de tendances novatrices et d'idées transformatrices pour atteindre le bien-être individuel et collectif. En outre, lorsqu'elle est conçue de manière réfléchie et mise en œuvre de manière consciencieuse, la politique sociale a le potentiel de corriger les héritages historiques persistants de l'inégalité entre les sexes dans les pays d'Afrique. Malheureusement, dans l'ère néolibérale qui prévaut, la politique sociale est souvent traitée comme une réflexion après coup par rapport à la politique économique, et la marginalisation de la politique sociale au cours des années d'ajustement structurel en Afrique est un triste témoignage de cette situation. La marginalisation de la politique sociale dans les années d'ajustement structurel en Afrique est un triste témoignage de cette situation. Il ne fait aucun doute que l'enchaînement correct des politiques sociales et économiques, avec une compréhension de leur synergie qui se renforce mutuellement, est la clé d'un changement social transformateur. Depuis le début des années 2000, la politique sociale, telle qu'elle s'exprime dans divers secteurs, est de plus en plus reconnue comme un moteur de la croissance économique, ce qui offre une fenêtre d'opportunité pour accéder à la ZLECAf avec une politique sociale.

Dans le cadre de cet appel, GETSPA s'intéresse à une analyse

- de la mesure dans laquelle la ZLECAf peut relever les défis de la pauvreté, de l'ignorance, des maladies, de l'analphabétisme et du chômage posés au bien-être humain en Afrique, tout en explorant son potentiel d'industrialisation pour les pays des régions. Cela doit s'inscrire dans le contexte plus large des bouleversements sociaux souvent associés aux changements industriels ainsi que du rôle transformateur que les politiques sociales peuvent jouer pour garantir des adaptations et des ajustements appropriés.

---

<sup>10</sup> Union africaine (n.d.) *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons*. Disponible à l'adresse suivante : <https://au.int/en/agenda2063/overview> (version anglaise).

- qui porte sur les stratégies et les mécanismes par lesquels la ZLECAf peut favoriser et promouvoir une croissance équitable pour les pays africains ainsi qu'entre et au sein des différents segments de la population en Afrique, dans le contexte d'études qui suggèrent que, bien que les intégrations économiques aient des liens positifs avec la croissance, elles peuvent également alimenter les inégalités.
- qui précise et discute des gains de bien-être potentiels associés à la ZLECAf, en particulier pour les personnes socialement et économiquement marginalisées en Afrique, ainsi que des moyens par lesquels les politiques sociales peuvent être mises à profit dans le cadre plus large de l'accord sur la zone de libre-échange continentale.

## **H. Financement de la politique sociale**

Le financement de la politique sociale est depuis longtemps une question épineuse. Alors que la valeur de la politique sociale en tant qu'investissement dans le développement socio-économique est de plus en plus reconnue, la question de la viabilité de la politique sociale reste une question cruciale dans les débats politiques et universitaires ; construire des programmes de politique sociale sur des arrangements financiers durables, équitables et propices au développement économique reste une préoccupation centrale. Souvent, l'accent mis sur le coût de la politique sociale a été utilisé pour justifier des instruments de politique sociale ciblés et basés sur le marché.

L'accent mis sur la dimension financière de la politique sociale est jugé nécessaire pour éviter les politiques extrêmes d'austérité ou les politiques sociales expansionnistes qui ne sont pas viables.<sup>11</sup> Une série d'études sur le financement durable de la politique sociale dans une large perspective de développement ont identifié différentes sources de revenus pour la politique sociale, telles que la fiscalité, les cotisations d'assurance, les fonds de pension, les rentes provenant des ressources naturelles, l'aide au développement et les envois de fonds. Différents pays utilisent différentes combinaisons de ces instruments en fonction de leurs dotations en ressources et de leurs trajectoires de politique économique.<sup>12</sup>

La recherche des implications économiques, sociales et politiques de chaque source de revenus permet d'apprécier l'importance de l'équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et politiques associés à chaque arrangement fiscal. Deuxièmement, un examen critique des combinaisons de ces instruments met en évidence leurs effets variables sur la stabilité macroéconomique, la capacité des citoyens à demander des comptes et les fonctions de la politique sociale et des relations entre l'État et la société (production, reproduction, protection, redistribution et cohésion sociale).

Le financement de la politique sociale implique des questions de mobilisation et d'allocation des ressources, ainsi que les acteurs et les institutions impliqués dans ces processus. En examinant ces questions, il est nécessaire d'aller au-delà d'une micro-perspective sur la meilleure façon d'allouer un nombre donné de ressources pour examiner l'impact des dispositifs de protection sociale sur le développement économique et vice-versa. Une question connexe

---

<sup>11</sup> Mkandawire, T. (2009). Preface. In K. Hujo, and S. McClanahan (Eds.), *Financing social policy mobilizing resources for social development*, UNRISD and Palgrave Macmillan.

<sup>12</sup> Hujo, K. and McClanahan, S. (2009) "Introduction and Overview. In K. Hujo and S. McClanahan (Eds.), *Financing social policy, mobilizing resources for social development*, UNRISD and Palgrave Macmillan.

est de savoir comment la politique sociale peut soutenir un processus d'accumulation qui génère des revenus pouvant être utilisés par différents instruments de politique sociale.<sup>13</sup>

L'accent mis sur les sources de revenus pour la politique sociale permet aux chercheurs de se concentrer à la fois sur les contraintes et les opportunités pour les pays en développement de mettre en place des stratégies efficaces de financement des politiques sociales qui font avancer le programme de développement.

Le document examinera les questions telles que :

- l'évolution du financement de la politique sociale ;
- l'évolution des notions de coûts et de profits de la politique sociale et leurs implications pour une politique sociale efficace ;
- les investissements privés et la mise en œuvre de la politique sociale ;
- l'analyse comparative des approches dominantes actuelles en matière de financement de la politique sociale et des modalités de financement et de leurs implications pour une politique sociale équitable et transformatrice en matière de genre.
- les approches prometteuses du financement de la politique sociale qui favorisent une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.

### **I. Dimensions négligées de la politique sociale**

Des universitaires influents en matière de politique sociale en Afrique ont conçu la politique sociale comme englobant la production, la protection, la redistribution, la reproduction et la cohésion sociale, et ayant la capacité de générer une transformation multidimensionnelle et à multiples facettes. Cette définition élargie de la politique sociale suggère des dimensions importantes de la politique sociale qui n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante dans la recherche, qu'il s'agisse de secteurs, d'acteurs, de processus ou de phénomènes.

Nous acceptons, par exemple, les propositions de documents de réflexion qui :

- adoptent une perspective de politique sociale sur les biens et services publics qui soutiennent l'épanouissement humain, tels que le logement, les transports publics, l'air pur, l'urbanisme, les installations de loisirs, la radiodiffusion publique, la protection des consommateurs, l'application de la loi et les services postaux ;
- discutent des implications de la politique sociale dans les domaines des loisirs, de l'expression créative, de la philanthropie et du bénévolat, et du travail non rémunéré ;
- examinent la nature, les opérations et l'influence d'acteurs de la politique sociale moins visibles ou moins étudiés, tels que l'armée ou des organismes régionaux comme la CEDEAO.

## **FORMAT DES CANDIDATURES**

---

<sup>13</sup> Abdikani, H.I. (2021) *Social policy as a tool for reducing poverty in Africa: Exploring ways and mechanisms*, ILA.

## Contenu de la demande

Les candidats doivent présenter les documents suivants :

1. un CV
2. une note conceptuelle de 2 500 mots maximum (hors références et notes de bas de page), comprenant les sections suivantes :
  - Contexte
  - Nature de la question et importance du sujet pour la politique sociale
  - Débats universitaires et politiques actuels sur le sujet en Afrique
  - Approche théorique ou conceptuelle du document
  - Champ d'application du document
  - Questions/objectifs de la recherche
  - Sources de données et analyse
  - Plan de l'article
  - Une section sur le profil professionnel avec
    - une brève description de l'expérience/du parcours du/des chercheur(s) qui illustre les qualifications et les compétences pertinentes,
    - des exemples de rapports/articles similaires, avec quelques liens vers des travaux publiés.

*\*Nous acceptons les propositions en anglais, en français et en portugais.\**

## Échéancier et frais

Date limite des candidatures : **10 Avril 2024**

Notification aux candidats retenus : **30 Avril 2024**

Durée du contrat : **6 mois** à compter de la date de signature du contrat

Frais : **6 000 USD** par document

## Soumission et demandes de renseignements

Pour les candidatures et/ou les demandes de renseignements, veuillez nous contacter par courrier électronique à l'adresse suivante : [ro.getspa@ug.edu.gh](mailto:ro.getspa@ug.edu.gh)

